

Violence physique et arrestations arbitraires

Les rapports reçus tout au long de 2018 indiquent que la police et d'autres forces de sécurité ont procédé à des arrestations arbitraires, des perquisitions illégales et des violences physiques à l'encontre des peuples autochtones. Des acteurs non étatiques, tels que des groupes armés, auraient également recourus à des assassinats, des enlèvements et des menaces de mort, entre autres actes, comme tactiques habituelles pour faire taire les défenseurs des droits autochtones.

Dans un communiqué de presse du 31 octobre, la Commission interaméricaine des droits de l'homme a indiqué qu'au moins 20 dirigeants autochtones avaient été assassinés au **Guatemala** en 2018, principalement des militants défendant leurs terres, leurs territoires et leurs autres droits.

Au **Bangladesh**, la fondation Kapaeeng a recensé 117 défenseurs des droits des autochtones, faisant face à de fausses accusations, dont 75 ont été arrêtés en 2018. Ils ont également documenté la perquisition illégale d'environ 90 maisons par les forces de sécurité, qui ont effectué leurs exercices au milieu de la nuit sans aucun mandat ni plainte préalable. En outre, au moins 53 femmes et filles autochtones dans 47 incidents auraient été tuées, violées, agressées et violées en 2018, selon les conclusions de la fondation.

La violence à laquelle sont confrontées les femmes et les filles autochtones est souvent politique et liée aux relations de pouvoir; La violence, en particulier la violence sexuelle contre les femmes, est liée à la stigmatisation, à l'humiliation et à la peur. Cette politisation de la violence est particulièrement manifeste dans l'impunité dont jouissent les auteurs, en particulier lorsqu'ils sont liés aux intérêts de l'État. À ce jour, aucun auteur n'a été poursuivi en justice pour les actes de violence perpétrés contre des femmes autochtones dans les Chittagong Hill Tracts.

Un tableau tout aussi sombre de la violence et de l'impunité est visible aux **Philippines**, où l'État a multiplié les poursuites judiciaires à l'encontre de 31 militants défendant les droits des peuples autochtones. Ces militants ont été nommés dans une pétition du ministère de la Justice, qui les a essentiellement accusés d'être des terroristes. L'alliance nationale des peuples autochtones KATRIBU a recensé 183 cas d'arrestations illégales de peuples autochtones aux Philippines depuis juillet 2016. Sur ce nombre, 42 sont toujours en détention pour des crimes qu'ils n'ont pas commis. Les accusations forgées de toutes pièces par les Forces armées des Philippines contre des peuples autochtones comprennent le meurtre et la détention illégale d'armes à feu et d'explosifs.

La violence à l'encontre des peuples autochtones s'est également poursuivie à grande échelle en Afrique en 2018.

En **Ouganda**, les acteurs des droits fonciers qui tentaient de défendre les droits fonciers des Karamojong dans le nord de l'Ouganda ont été criminalisés et accusés de promouvoir l'insécurité dans la région.

La situation était extrême en **République centrafricaine**, au **Cameroun**, au **Niger**, en **Érythrée** et au **Burkina Faso**. Ces pays ont connu des conflits violents généralisés et brutaux qui ont eu de graves conséquences sur les moyens de subsistance et la survie des peuples autochtones.

Source : IWGIA The Indigenous World 2019

